



EUROPEAN WOMEN SHAREHOLDERS
DEMAND GENDER EQUALITY

DIRECTION HOMME-FEMME ÉQUILIBRÉE
LES ACTIONNAIRES EUROPÉENNES
MONTRENT LE CHEMIN

RAPPORT DE SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS



www.ewsdge.eu

RAPPORT DE SYNTHÈSE

EWSDGE : EUROPEAN WOMEN SHAREHOLDERS DEMAND GENDER EQUALITY (LES FEMMES ACTIONNAIRES EUROPÉENNES REVENDIQUENT L'ÉGALITÉ DES SEXES)

Le projet EWSDGE (www.ewsdge.eu) a pour but de réaliser un leadership qui respecte l'équilibre des genres dans les entreprises. Le projet, en grande partie financé par la Commission Européenne et le Ministère Fédéral Allemand des affaires familiales, des seniors, des femmes et de la jeunesse (BMFSFJ), le Ministère allemand de la Justice et de l'Égalité de Saxe-Anhalt, la Chambre de Commerce Finlandaise et l'Association des Femmes Juristes Allemandes (djB) se déroule du 16 mai 2014 au 15 mai 2016.

Il succède au projet allemand *Aktionärinnen fordern Gleichberechtigung* qui a fait ses preuves sur cinq ans (2009–2014) sous la direction du djB. Le djB a décidé de trouver des partenaires pour dupliquer le projet au niveau de l'Union européenne (UE). En 2013, le djB, agissant en tant que coordonnateur de la proposition de projet EWSDGE, a trouvé plusieurs partenaires : l'association des femmes juristes européennes EWLA et les associations de juristes nationales (EWLA Bulgarie, l'association française des femmes juristes (AFFJ) et l'association hongroise des femmes avocates. Ce réseau étendu a permis au djB de trouver et rassembler des coordonnatrices nationales pour la Belgique, la Bulgarie, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Espagne et le Royaume-Uni. La Chambre de Commerce finlandaise a pris un rôle de conseil, tout comme l'Université de l'Ouest de l'Angleterre. L'université des sciences appliquées de Magdeburg-Stendal s'est chargée de l'évaluation du projet EWSDGE et a réalisé un court métrage sur EWSDGE. Le Ministère pour la Justice et l'Égalité de Saxe-Anhalt a organisé les réunions liées au projet et la conférence finale.

L'idée du projet EWSDGE était de visiter les assemblées générales annuelles (AG) des sociétés appartenant aux indices boursiers EURO STOXX 50, ainsi qu'une sélection de sociétés aux indices BUX, SOFIX et FTSE 100, durant le premier semestre de 2015, soumettant un questionnaire aux Conseils (de surveillance ou d'administration) pour obtenir plus d'informations sur la représentation des femmes aux postes leaders dans leur société (conseil exécutif et/ou de surveillance, mais aussi d'autres postes de gestion) ainsi que pour connaître les activités et résultats globaux des sociétés en

relation à la promotion des carrières des femmes (par exemple, les programmes de gestion accélérés pour les femmes).

De janvier à septembre 2015, 125 sociétés cotées de 11 États membres étaient engagées dans des activités EWSDGE. Nous étions présentes à leur AG et/ou nous leur avons demandé verbalement et/ou par écrit de répondre au questionnaire spécifique développé par le projet EWSDGE.

105 activistes ont entrepris un nombre impressionnant d'activités : création et maintien du site Web EWSDGE, établir des contacts avec des représentants des entreprises, rédiger les kits d'outils nationaux, préparer les visites d'AG, rédiger des communiqués de presse, organiser des ateliers préparatoires nationaux, participer en tant que conférencières aux AG, prendre les comptes rendus des AG, tenir des réunions nationales, organiser des conférences de presse, mettre en œuvre des conférences nationales, développer des analyses et disséminer les idées du projet EWSDGE, tenir des réunions avec les responsables en chef (PDG), produire le court-métrage EWSDGE.

Le projet EWSDGE examinait également le progrès législatif respectif de la Directive « Women on Board » (femmes à bord) au niveau européen. De plus, les coordinatrices nationales ont soumis leurs idées de transposition de la Directive RSE.

Les activités du projet EWSDGE ont mis en évidence le fait que l'Europe ne concourt pas sur un pied d'égalité : aucune législation uniforme permettant aux femmes (ou aux hommes) de faire respecter les droits ou de rendre la diversité effective. En plus des législations appropriées et nécessaires, la filière est particulièrement intéressante car il s'agit de la progression des femmes, étayée par des preuves tandis qu'elles accèdent aux Conseils.

Nous prévoyons davantage d'étapes concrètes. Nous sommes convaincues que nous pouvons frayer la voie au leadership qui respecte l'égalité des sexes dans nos activités. Nous espérons continuer l'activité EWSDGE au niveau national, au minimum en France, au Royaume-Uni, en Espagne ainsi qu'en Allemagne. Ceci est d'autant plus important lorsqu'on prend en compte le fait que la Directive « Femmes à bord » est actuellement bloquée au niveau du Conseil des Ministres. Il est souhaitable et prouvé, qu'il est impératif, que l'activité EWSDGE soit développée en augmentant le nombre d'entreprises sélectionnées et en établissant

des contacts, en vis-à-vis, avec des employées sélectionnées au sein de ces entreprises. Il est important que les sociétés soient obligées de fournir des informations accessibles et opportunes en ce qui concerne les dates et les heures des AG, les droits aux informations pour les actionnaires, et de faciliter les mandataires transnationaux. Il est capital que les conférencières, revendiquant la parité, soient traitées avec respect. Les entreprises devraient être obligées de procurer des réponses accessibles publiquement, opportunes, entièrement rédigées, à des questions écrites soumises aux entreprises en ce qui concerne l'égalité entre les sexes et les questions de RSE.

Le projet EWSDGE a aussi mis en avant un ensemble de recommandations basées sur nos découvertes principales. Ces découvertes se basent sur des preuves convaincantes et

accablantes, collectées durant une décennie de recherche cumulative, d'actions et révisions au moins à travers l'UE. Ces preuves comprennent des résultats de projets précédents en Allemagne, en Espagne et en France, ainsi que toutes les activités du projet EWSDGE lui-même sur une période de deux ans. Elles se basent également sur la documentation et des pratiques indépendantes finlandaises nationales et internationales à travers la planète.

L'UE est vue comme un leader mondial dans les principes d'égalité des sexes, des politiques et des lois. Elle négocie en tant que bloc sur la scène internationale sur les questions d'égalité des sexes, aux Nations Unies par exemple. C'est une lourde responsabilité de l'UE, qu'elle peut assumer avec fierté. Ces recommandations lui permettent de conserver sa place de leader sur le plan mondial.

RECOMMANDATIONS DU PROJET EWSDGE



Une législation ambitieuse et des politiques aux niveaux européen et national sont nécessaires

1. Adopter une législation sur les quotas visant la parité.
2. Les gouvernements doivent prendre une décision politique qui demande au moins 40 pourcents de représentation des deux sexes dans les entreprises publiques.
3. Augmenter la transparence en ce qui concerne la représentation des femmes dans les structures d'entreprise.
4. Préparer des études et des statistiques sur les femmes leader.
5. Développer positivement les dispositions sur l'égalité des salaires qui s'alignent à l'égalité transformatrice.
6. Renforcer le lien entre les principes d'égalité des sexes et les marchés publics.
7. Développer des avantages pour les entreprises qui mettent en place des politiques d'égalité des sexes basées sur des preuves et qui soient cohérentes.
8. Développer des sanctions efficaces et intelligentes pour les entreprises non conformes.
9. Compléter la stratégie Europe 2020 avec des mesures d'égalité des genres transformatrices.



Les entreprises doivent agir et changer leur culture d'entreprise

10. Développer et mettre en œuvre la filière de leadership et fournir un réservoir de talents féminins.
11. Réaliser que la présence des femmes à des postes de décision est un thème sur lequel l'entreprise doit œuvrer.
12. Développer, communiquer, mettre en œuvre et faire le suivi des stratégies d'entreprise sur l'égalité des sexes.



Un changement de perception dans la société est nécessaire

13. Reconnaître et mettre en œuvre l'égalité entre femmes et hommes, en tant que droit fondamental.
14. Encourager et mettre en œuvre la sensibilisation à l'égalité des sexes dans l'enseignement.
15. Lancer des campagnes publiques de sensibilisation sur le leadership respectant l'égalité des sexes.

ADRESSE BIBLIOGRAPHIQUE

Association des femmes juristes de l'Allemagne

(Deutscher Juristinnenbund e.V. – djb)
Coordinatrice de projet
Ramona PISAL (Présidente)
Anklamer Str. 38, 10115 Berlin
geschaeftsstelle@djb.de
www.djb.de

Bureau du projet EWSDGE :

Sabine OVERKÄMPING, Directrice de recherche
Anke GIMBAL, PDG
Miruna WERKMEISTER, Responsable de projet
Linda WALCZAK, Responsable communication
Rabea AICHELIN, Assistante de projet
www.ewsdge.eu

COORDINATRICE DU PROJET :



PARTENAIRES DU PROJET :



FINANCÉ PAR :



CO-FINANCÉ PAR :



Cette publication a été produite avec le soutien financier du Programme PROGRESS de l'Union européenne. Le contenu de cette publication est la responsabilité unique de l'association des femmes juristes de l'Allemagne (djB) et ne peut en aucun cas être considéré refléter les opinions ou vues de la Commission européenne.

© 2016

Association des femmes juristes de l'Allemagne (Deutscher Juristinnenbund e.V. – djB). Tous droits réservés.